

le gouvernement se méfiait naturellement.

A la « libération », avant l'entrée officielle des troupes alliées dans Paris, les staliniens et les réformistes poussèrent au premier plan le C. N. R. avec, en tête, M. Bidault, convaincus que derrière cet écran, le pouvoir n'allait pas leur échapper immédiatement.

DEUX OPERATIONS POLITIQUES

Or, le premier soin de de Gaulle fut de constituer un cabinet dans lequel il inclut précisément ce même M. Bidault. Du même coup, le général de Londres décapita le C. N. R. et donna à son gouvernement le caractère de « lien indissoluble » entre la Résistance intérieure et l'armée reconstituée en Afrique...

Les démocrates populaires firent en sens inverse la même opération. Ils associèrent à la direction d'un Parti qu'ils constituèrent à la fin de 1944 et qu'ils baptisèrent « Mouvement Républicain Populaire », les membres plus ou moins auréolés de leur travail de résistance et les représentants de l'équipe de laquais qui s'étaient attachés à Londres à la fortune de de Gaulle (1) : MM. Francisque Gay, d'une part et Maurice Schumann, le speaker de de Gaulle, se rencontrèrent ainsi à l'ombre du sabre et du goupillon à la tête d'un parti qui allait faire rapidement son chemin. Les petits professeurs, les maigres curallons et les notaires de *L'Aube* se trouvent enfin au zénith...

VARIANTES SUR LE M.R.P.

Un parti bourgeois jouissant de l'appui de de Gaulle grâce à son valet, M. Schumann jouissant de l'appui de l'Eglise qui trouve une occasion presque inespérée pour faire oublier sa collaboration avec Pétain, ne rencontrant plus aucun obstacle sur son chemin du fait de l'effondrement des radicaux âprement détestés par la petite bourgeoisie déçue et trahie, sans obstacle sur la droite de par la disparition de la droite « classique » au lendemain de la « libération », fait rapidement fortune.

Il devient naturellement le refuge des vichystes plus ou moins compromis et en mal d'une réhabilitation expéditive, le refuge des collaborateurs plus ou moins connus, le « rédempteur » de tous les pécheurs d'hier. Le M.R.P. devient une véritable machine à ramasser les pétainistes et est naturellement porté à saboter méthodiquement l'épuration afin de sauver le plus possible de l'appareil étatique.

Au fur et à mesure qu'il grossit sur ses ailes par les éléments hier encore dévoués au sinistre maréchal, la direction du « Mouvement » se soumet aveuglément au général des jésuites et des trusts qui préside le gouvernement provisoire. Installés en place, les Teitgen et les de Menthon, les Bidault et les Schumann, les Gay et les Coste-Floret n'opposent naturellement un obstacle quelconque à la pression qu'ils n'ont jamais reniée ou aux injonctions du capi-

(1) M. Maurice Schumann est un ancien collaborateur de l'agence Havas. Arriviste et ambitieux, il passe opportunément au catholicisme et se met, à Londres où il se trouvait comme journaliste dès 1940, au service de de Gaulle dont il a fait son patron.

tal qu'ils n'ont jamais prétendu abattre. Parti neuf jouissant de l'équivoque du heurt de jadis avec l'Eglise et jouissant du prestige d'une résistance équivoque, le M. R. P. devient non seulement le Meilleur Rempart des Profiteurs, mais encore le meilleur représentant de ce que les staliniens ont l'habitude d'appeler, pendant les campagnes électorales, Mensonge, Réaction, Perfidie.

Derrière cette direction molle comme la cire entre les mains du capital, de l'Eglise et du général émule de Bonaparte, toute la réaction se regroupe... en attendant de trouver mieux

NAISSANCE ET EVOLUTION DU TRIPARTISME

La politique « nationale » des staliniens, comme la politique traditionnelle de collaboration de classes du réformisme a associé étroitement au gouvernement les deux partis se réclamant de la classe ouvrière et le M.R.P., dès avant que le vote électoral consacre l'existence des trois grands partis.

Le « Tripartisme » est d'abord né surtout de la volonté des dirigeants des partis ouvriers de pratiquer une politique de « rénovation nationale » dans les cadres de la collaboration de classes plutôt que d'un plan de la bourgeoisie chancelante à la libération. Le M.R.P. eut d'abord, tout comme de Gaulle, le rôle de freiner tous « excès » dans le domaine des nationalisations, de l'épuration ou de réforme de l'armée et de l'appareil bourgeois.

Après les élections d'octobre, le « tripartisme » continua comme expression d'une part, de la capitulation honteuse des partis ouvriers — qui disposaient même sur le plan parlementaire de la majorité des voix — d'autre part, de la volonté de la bourgeoisie de garder ses agents à tout prix aux postes-clés du gouvernement.

A présent, devant la faillite banqueroutière du « tripartisme », la bourgeoisie se sent reprendre de plus en plus confiance. Peu lui importe naturellement que le M.R.P. perde sur sa droite en faveur d'un parti ouvertement antiouvrier. Peu lui importe que les radicaux se « renflouent », ce qui l'intéresse évidemment c'est que la faillite de la collaboration soit payée par les partis ouvriers. De là la pirouette du M.R.P. dans la question du référendum et son association au bloc de tous les partis bourgeois.

Le M.R.P. continue ainsi la fonction dont il se vante depuis longtemps maintenant : « Les républicains populaires » n'ont rien « couvert » ou entériné — contrairement à ce que prétendent certains — pendant ces sept mois de pouvoir partagé. Avec la campagne électorale qui va s'ouvrir, le moment sera venu d'établir le bilan de ce qu'ils ont empêché, redressé, réalisé. » (*Aube*, 8 mai 1946.)

A la fin de cet article, tout ouvrier pourra se demander comment se fait-il alors que les partis ouvriers puissent accepter de collaborer avec cette Machine à Ramasser les Pétainistes, puissent participer dans la coalition gouvernementale avec les tenants du Mensonge, de la Réaction, de la Perfidie ;

puissent ne pas rompre avec le Meilleur Rempart des Profiteurs.

L'explication est très simple : la collaboration de classes a sa logique. On ne peut revenir à une politique révolutionnaire une fois qu'on a pris le chemin de l'acceptation du régime bourgeois et de la soumission à l'ennemi du prolétariat...

J. M.

LA CONSTITUTION

Un problème nouveau peut nous être posé au cours de la campagne électorale, du fait que la nouvelle assemblée sera une *Constituante*. On peut nous demander : « Quelle constitution voterez-vous si vous êtes élu ? »

A cette question, nous répondons :

La seule Constitution que nous approuverions, que nous voterions est une *Constitution soviétique*. Nous soumettrions au vote de l'assemblée un projet de Constitution soviétique. Il sera repoussé par tous les autres partis, y compris les socialistes et les communistes, qui se placent sur le terrain de la propriété capitaliste.

Nous repousserons tout projet bourgeois de Constitution, parce que nous sommes les ennemis irréductibles de l'Etat capitaliste dont la constitution est la consécration dans des textes.

Nous repousserons toute Constitution dans son ensemble, fut-elle la plus démocratique du monde, pour des raisons de principe.

Mais cela ne nous empêchera pas, au contraire, de veiller au cours des débats sur les divers articles qui seront soumis au vote de l'Assemblée, de chercher à faire prévaloir le maximum de droits démocratiques, en premier lieu pour les masses travailleuses.

Cela veut dire :

— que nous sommes contre l'existence même d'une présidence de la République, qui s'est toujours avérée être un point d'appui de la réaction dans les périodes agitées ;

— que nous repoussons pour les mêmes raisons l'existence d'un Sénat ;

— que nous sommes pour le droit de vote le plus étendu :

aux jeunes à partir de 16 ans, aux travailleurs immigrés, de quelque couleur et nationalité qu'ils soient ;

— pour la représentation proportionnelle avec récupération des restes nationalement ;

— pour la révocabilité des élus par les électeurs ;

— pour la reconnaissance de l'indépendance des colonies ;

— pour le remplacement de la police mercenaire par des milices ouvrières et de la justice bourgeoise par des tribunaux populaires, pour l'élection des officiers, etc...

« Une hausse générale des salaires entraîne une baisse générale du taux des profits, mais est sans effet sur les prix moyens des marchandises. »

K. MARX.

Le « cycle infernal » des prix et salaires est une invention des économistes bourgeois.